Nations Unies E/2016/18

# Conseil économique et social

Distr. générale
26 avril 2016
Français
Original : anglais

**Session de 2016**
24 juillet 2015-27 juillet 2016
Point 15 de l'ordre du jour
**Coopération régionale**

## Résumé de l'*Étude 2016 sur la situation économique et sociale de l'Asie et du Pacifique*

### Note du Secrétaire général

Le Secrétaire général a l'honneur de faire tenir ci-joint un résumé de l'*Étude 2016 sur la situation économique et sociale de l'Asie et du Pacifique*.

16-06666 (F) 090516 100516

Merci de recycler

# Résumé de l'*Étude 2016 sur la situation économique et sociale de l'Asie et du Pacifique*

[Original : anglais, chinois, français et russe]

*Résumé*

L'expansion économique s'est considérablement ralentie en Asie et dans le Pacifique ces dernières années et, étant donné les incertitudes qui assombrissent les perspectives d'avenir, devrait plafonner aux environs de 5 % pour 2016 et 2017. Même si la faiblesse des exportations y a en grande partie contribué, ce ralentissement traduit aussi une réduction de la demande intérieure. Une convergence de risques à la baisse pourrait même menacer ce rythme de croissance relativement modéré. Les principaux risques examinés dans l'*Étude 2016 sur la situation économique et sociale de l'Asie et du Pacifique* sont les suivants : les perspectives quelque peu incertaines de l'économie chinoise dans un contexte de reprise économique mondiale fragile; la volatilité des taux de change, due en partie au faible niveau des prix du pétrole pour les exportateurs de matières premières; la dette privée croissante des ménages et des entreprises; et un certain flou entourant les augmentations des taux d'intérêt par les États-Unis d'Amérique.

Faisant fond sur une inflation faible, beaucoup de pays ont baissé leurs taux d'intérêt pour soutenir la croissance. Toutefois, *l'Étude* montre qu'un nouvel assouplissement sera difficile à obtenir pour des raisons liées à la sortie de capitaux et à la stabilité financière. Si beaucoup de gouvernements disposent d'une marge budgétaire suffisante pour augmenter les dépenses de développement dans des domaines tels que l'éducation, la santé et l'infrastructure, ils ont aussi besoin d'élargir leurs bases fiscales, en particulier parce que des situations budgétaires plus saines seront nécessaires pour faire face aux conséquences du ralentissement économique pour les perspectives en matière de pauvreté, d'inégalités et d'emploi.

*L'Étude* indique par ailleurs que des défis multiformes liés à l'essor de la classe moyenne et à la rapidité de l'urbanisation dans la région Asie-Pacifique mettront à l'épreuve les capacités des pays à relancer la croissance économique et à progresser sur la voie du développement durable.

Pour favoriser la croissance économique de la région Asie-Pacifique et mettre en œuvre efficacement le Programme de développement durable à l'horizon 2030, *l'Étude* souligne le fait important que les gouvernements auront besoin d'accorder une priorité plus haute à la demande intérieure et régionale. L'accroissement de la demande intérieure nécessitera des niveaux de productivité plus élevés et une augmentation proportionnelle des salaires réels. Le renforcement de la productivité contribuera aussi à la réalisation d'un certain nombre d'objectifs de développement durable. Parallèlement, l'investissement dans la réalisation des objectifs de développement durable stimulera également la croissance de la productivité, en créant un cercle vertueux entre développement durable, productivité et croissance économique.

Mettant l'accent sur la nécessité d'une productivité supérieure du travail dans le secteur agricole, *l'Étude* fait ressortir l'importance de l'industrialisation, en

particulier dans les zones rurales. Elle incite les pays en développement à la prudence quant à leur transformation rapide vers le secteur des services et quant au fait de sauter ainsi l'étape de la production industrielle, et présente de nombreuses propositions pour accroître la productivité, y compris en montrant toute l'importance d'une éducation de haute qualité pour promouvoir l'innovation et renforcer les compétences.

# I. Introduction

1. La croissance économique inclusive et durable est essentielle à la réussite du Programme de développement durable à l'horizon 2030. Des performances économiques solides et cohérentes sont également nécessaires pour mettre en œuvre le Programme d'action d'Addis-Abeba issu de la troisième Conférence internationale sur le financement du développement ainsi que l'Accord de Paris conclu dans le cadre de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques. L'expansion économique s'est toutefois considérablement ralentie en Asie et dans le Pacifique au cours des dernières années. Par conséquent, la relance de la croissance économique est cruciale pour mettre en œuvre ces trois nouveaux accords mondiaux transformateurs et universels.

2. L'*Étude 2016* sur la situation économique et sociale de l'Asie et du Pacifique souligne l'importance d'accroître la productivité pour relancer la croissance économique et soutenir le développement durable. Elle fournit une analyse détaillée des facteurs qui expliquent le récent ralentissement de l'économie et de la productivité dans la région Asie-Pacifique et examine leurs conséquences pour les perspectives en matière de pauvreté, d'inégalités et d'emploi. Les principaux risques macroéconomiques sont les suivants : les perspectives quelque peu incertaines de l'économie chinoise dans un contexte de reprise économique mondiale fragile; la volatilité des taux de change, due en partie au faible niveau des prix du pétrole pour les exportateurs de matières premières; la dette privée croissante des ménages et des entreprises; et un certain flou entourant les augmentations des taux d'intérêt par les États-Unis d'Amérique.

3. *L'Étude* examine aussi en détail les problèmes posés par l'essor de la classe moyenne et la rapidité de l'urbanisation à titre d'exemples des défis multiformes du développement durable et pour montrer les possibilités de relance de la croissance économique à partir de la demande intérieure. Pour rendre compte de la diversité de la région Asie-Pacifique, elle présente une analyse ventilée des questions et des difficultés économiques de chacune des cinq sous-régions, en tirant les enseignements d'une diversité d'expériences et de considérations politiques. Les défis pris en compte sont le vieillissement de la population et le financement des retraites en Asie de l'Est et du Nord-Est, la diversification économique et le développement du secteur des services en Asie du Nord et en Asie centrale, les catastrophes naturelles et les mécanismes de partage des risques dans le Pacifique, la participation des femmes à la vie active en Asie du Sud et du Sud-Ouest, ainsi que les réformes en matière de politique fiscale et d'administration en Asie du Sud-Est.

4. Pour favoriser la croissance économique de la région Asie-Pacifique compte tenu de la fragilité de la situation économique mondiale, l'*Étude* montre qu'une priorité plus haute doit être accordée à la stimulation de la demande intérieure et régionale, et que l'accroissement de la demande intérieure nécessitera des niveaux de productivité plus élevés et une augmentation proportionnelle des salaires réels. Si le renforcement de la productivité contribue à la réalisation d'un certain nombre d'objectifs de développement durable, l'investissement dans la mise en œuvre de ces objectifs stimulera également la croissance de la productivité, en créant un cercle vertueux entre développement durable, productivité et croissance économique.

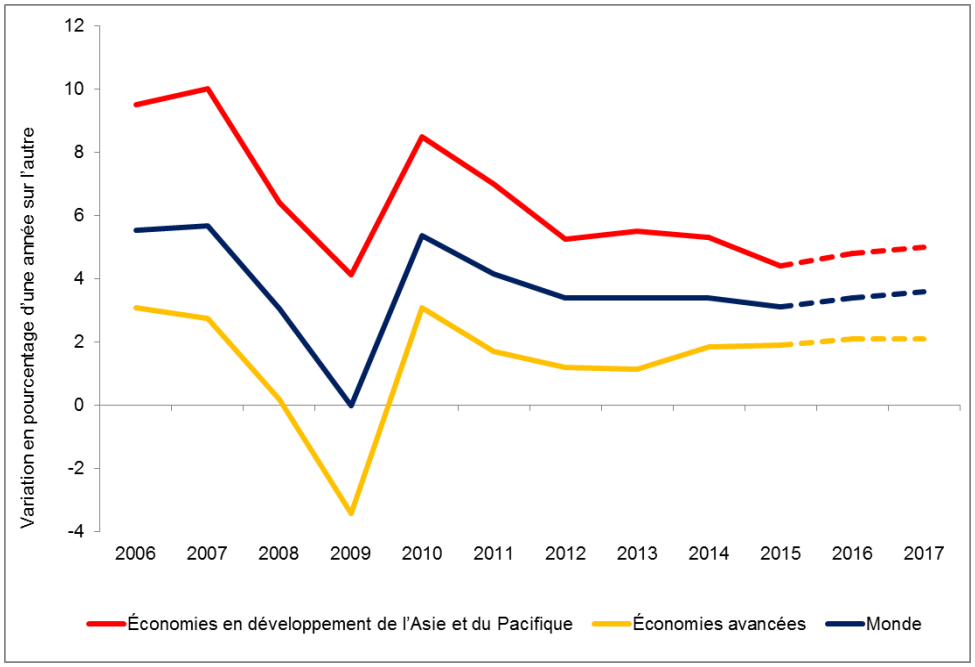
# II. Implications du récent ralentissement économique et perspectives

## A. La dynamique de la croissance économique

5. Les perspectives de croissance économique pour les pays en développement de la région sont stables dans l'ensemble, mais assombries par quelques incertitudes. Avec une hausse d'environ 4,6 % en 2015, la croissance économique devrait en 2016 et 2017 augmenter légèrement pour atteindre respectivement 4,8 % et 5 %. Cette absence de hausse sensible en matière de prévisions de croissance s'explique par le fait qu'un certain nombre de facteurs devrait encore peser sur la région. Parmi eux, il importe de noter les suivants : la fragilité de la reprise économique mondiale dans la plupart des pays développés; la poursuite du ralentissement de l'économie chinoise; la faiblesse de la consommation et des tendances à l'investissement dans les principaux pays de la région Asie Pacifique; et une tendance à la baisse de la main-d'œuvre et de la productivité globale des facteurs.

6. Étant donné l'orientation de la croissance axée sur les exportations de nombreux pays en développement de la région Asie-Pacifique, la fragilité de la reprise dans les pays avancés est un élément important qui entrave une croissance économique plus rapide (voir fig. I). Comme les perspectives de reprise demeurent faibles en Union européenne et au Japon et que les résultats de la croissance aux États-Unis d'Amérique ne devraient connaître qu'un léger mieux, les possibilités d'une reprise axée sur les exportations dans les pays en développement de la région Asie-Pacifique continueront d'être globalement faibles. Les pays de l'Asie de l'Est et du Nord-Est ainsi que ceux de l'Asie du Sud-Est, qui dépendent des exportations en matière de fabrication, seront en particulier touchés en la matière.

Figure I
**Croissance dans les économies en développement de l'Asie et du Pacifique et dans les grandes économies développées, 2006-2017**




*Source* : Prévisions de la CESAP et bases de données du Fonds monétaire international sur les perspectives économiques mondiales. Voir l'adresse : www.imf.org/external/data.htm.

*Note* : Le Groupe des pays en développement de l'Asie et du Pacifique comprend les économies de la région de la CESAP, non compris l'Australie, le Japon et la Nouvelle-Zélande. Le Groupe des économies avancées comprend l'Union européenne, les États-Unis, ainsi que l'Australie, le Japon et la Nouvelle-Zélande.

7. Le ralentissement de l'économie chinoise est l'autre grand défi extérieur auquel les pays exportateurs de la région sont confrontés. Étant donné le poids important de la Chine dans le produit intérieur brut (PIB) des pays en développement de la région Asie-Pacifique – 40 % du total –, une légère modification de la croissance de son PIB a un effet considérable sur la croissance de la région. Le ralentissement observé en Chine est en partie dû à un rééquilibrage plus que nécessaire afin de soutenir la croissance à moyen terme, en réorientant l'investissement et les exportations nettes vers la consommation, ainsi que la fabrication vers les services. La Chine devrait continuer d'axer sa politique sur un rééquilibrage dans les prochaines années, pour autant que le ralentissement de la croissance demeure progressif. Cela veut dire que la politique monétaire ainsi que la politique fiscale resteront relativement sujettes à restrictions pour ce qui est de soutenir l'investissement.

8. Les développements que connaît la Chine ont maintes répercussions sur les perspectives de croissance des autres pays en développement de la région. Un de leurs effets directs est celui qui se fait sentir sur le secteur réel de l'économie par le

biais des relations commerciales entretenues avec la Chine. Un ralentissement de la croissance économique en Chine se traduit par une demande plus faible de produits intermédiaires transformés, puis réexportés depuis la Chine ainsi que des produits qui permettent de répondre à la demande finale en Chine. Un deuxième effet qui pèse sur le commerce est lié à la faiblesse de la devise chinoise. Les exportations des pays de la région vers leurs partenaires commerciaux s'en ressentent en raison d'une concurrence des devises plus vive. De plus, la dépréciation de la devise chinoise exerce une pression sur les autres devises de la région qui se déprécient à leur tour. Une baisse de la devise chinoise, toutefois, n'est pas le seul aiguillon de la concurrence des devises. La dépréciation de la devise japonaise, étant donné le vaste secteur d'exportation du pays, a également joué un rôle dans les récentes dépréciations du taux de change observées dans la région.

9. Ensemble, le ralentissement de la Chine et la faiblesse de la croissance mondiale ont pesé d'une manière particulièrement forte sur les pays dépendants des matières premières. Les prix mondiaux de ces dernières ont baissé à des niveaux inconnus depuis la crise financière et économique mondiale de 2008, les baisses les plus spectaculaires concernant le pétrole. Même si les facteurs mondiaux de l'offre et de la demande ont joué un rôle important pour expliquer ces baisses, l'élément nouveau et le plus marquant qui a été observé l'an dernier est lié aux préoccupations soulevées par les perspectives de l'économie chinoise. La plus grande sous-région de l'Asie et du Pacifique à dépendre des matières premières, laquelle a été particulièrement frappée par le ralentissement de la demande des matières premières, est l'Asie du Nord et l'Asie centrale, alors que l'Indonésie, la Malaisie et la Mongolie sont les grands pays des autres sous-régions à en avoir subi les effets négatifs. Les pays dans lesquels les matières premières jouent un rôle important pour les exportations ont connu les baisses les plus fortes de leur croissance du PIB entre 2014 et 2015.

10. Étant donné les faiblesses résultant de la situation extérieure, la demande intérieure devrait jouer un rôle important pour soutenir la croissance dans la plupart des pays en développement de la région. Un certain soutien de la croissance en matière de demande intérieure devrait résulter des progrès attendus liés aux politiques de réforme des grands pays en développement de la région. Ces mesures comprennent la simplification des structures de réglementation et des programmes publics en matière d'infrastructure. Toutefois, le rôle de la demande intérieure devrait être par ailleurs relativement limité dans le cadre du scénario de base. Par exemple, la croissance de la consommation intérieure et de l'investissement dans certains pays devrait subir les effets négatifs des niveaux relativement élevés de la dette des ménages et des entreprises qui se sont accumulés à un rythme rapide ces dernières années. Par la suite, une part plus importante du revenu des ménages et des bénéfices des entreprises sera directement orientée vers le paiement de la dette, limitant ainsi la stimulation de la demande. L'investissement continuera en outre à se ressentir des incertitudes générales concernant les perspectives de l'économie mondiale, les investisseurs faisant toujours preuve de réticence quant à la prise de décisions sur le long terme, et à subir les effets des capacités excédentaires et des faibles taux d'utilisation dans certains cas.

11. La faiblesse des taux d'intérêt, l'abondance de liquidités et l'accès accru aux prêts transfrontières et aux marchés internationaux des capitaux sont les principaux moteurs des fortes augmentations de la dette des ménages et des entreprises. Au lendemain de la crise financière et économique mondiale de 2008, le financement de

la dette a joué un rôle important pour soutenir la forte croissance économique de la région. Si cela était en partie souhaitable, puisque cela ne faisait que refléter le développement financier de la région, les événements survenu l'an dernier, tels que la dépréciation de la devise chinoise et la hausse des taux d'intérêt aux États-Unis d'Amérique, ont multiplié les risques liés à une dette plus forte, au regard des perspectives de stabilité financière et de croissance future.

12. Afin de garantir une croissance soutenue et la stabilité financière, les gouvernements auront besoin de mettre en place une série de mesures globales pour résoudre le problème posé par la forte augmentation de la dette privée. Les priorités des politiques générales devraient être notamment une meilleure surveillance de l'actif et du passif des ménages et des entreprises, ainsi qu'une utilisation efficace des outils de gestion macroprudentielle et des flux des capitaux. Les responsables politiques pourraient également attacher une importance plus grande aux expositions sectorielles des banques outre la suffisance des fonds propres, tout en tenant compte des passifs éventuels dans le domaine budgétaire. Toutefois, des mesures de restriction brutales pourraient limiter encore les capacités de service de la dette du secteur privé et accroître les risques de la dette à tous les niveaux. Une approche échelonnée mais globale est donc recommandée. Parallèlement, le développement financier de la région devrait se poursuivre à la faveur d'une coopération et d'une intégration plus importantes.

## B. Inflation et politique monétaire

13. Dans ce contexte, l'inflation des pays en développement de la région Asie-Pacifique devrait se limiter à 3,7 % en 2016 contre un plancher multidécennal de 4,1 % en 2015. La chute des prix mondiaux des matières premières, en particulier du pétrole brut, explique principalement cette baisse. Si l'inflation est faible dans l'ensemble de la région, on observe des différences considérables entre sous-régions et pays, la dépendance à l'égard des matières premières faisant sur ce point toute la différence. Par exemple, dans les pays se caractérisant par des exportations importantes de matières premières, la faiblesse des prix des matières premières a pesé sur les termes de l'échange et les performances des comptes extérieurs, ce qui s'est traduit par des dépréciations sensibles des devises et des taux d'inflation plus élevés.

14. Toutes choses étant égales d'ailleurs, la situation générale de la région, marquée par la faiblesse de la croissance comme de l'inflation, semble suggérer la possibilité de politiques monétaires souples. En effet, de nombreux pays ont continué à baisser leurs taux d'intérêt, même si, pour le moment, cette solution n'a pas réellement dynamisé la croissance économique. Toutefois, dans beaucoup de pays, les considérations de stabilité financière, dans le contexte des niveaux élevés de la dette privée, exerceront une influence sur la conduite de la politique monétaire. Une politique monétaire qui se relâcherait trop longtemps pourrait saper la stabilité financière intérieure dans la mesure où les entreprises et les particuliers ont tendance à prendre des décisions plus risquées en matière d'investissement, leurs bilans semblant plus solides que s'il en avait été autrement. La nécessité de trouver un équilibre entre le rôle joué par la politique monétaire pour appuyer la croissance économique et celui qu'elle assure pour garantir la stabilité financière est particulièrement décisif dans les pays où les niveaux de la dette des ménages et/ou des entreprises sont déjà relativement élevés ou bien s'accroissent rapidement.

15. Dans ce contexte, il est utile de mettre l'accent sur le risque lié aux hausses progressives mais prévisibles des taux d'intérêt aux États-Unis d'Amérique. Elles exerceront une pression sur la sortie des capitaux hors de la région et, en conséquence, pourraient se traduire par des taux d'intérêt plus élevés dans la région. La perspective de l'augmentation des coûts de financement intérieur n'augure rien de bon pour la croissance de la demande intérieure, en particulier les investissements fixes. Cependant, si les pays choisissent de maintenir leurs taux d'intérêt, ils pourraient subir des pressions plus fortes en matière de taux de change. Cette tension qui caractérise les considérations d'ordre politique multiplie les incertitudes, au détriment final de l'investissement.

## C. Emploi, pauvreté et inégalité

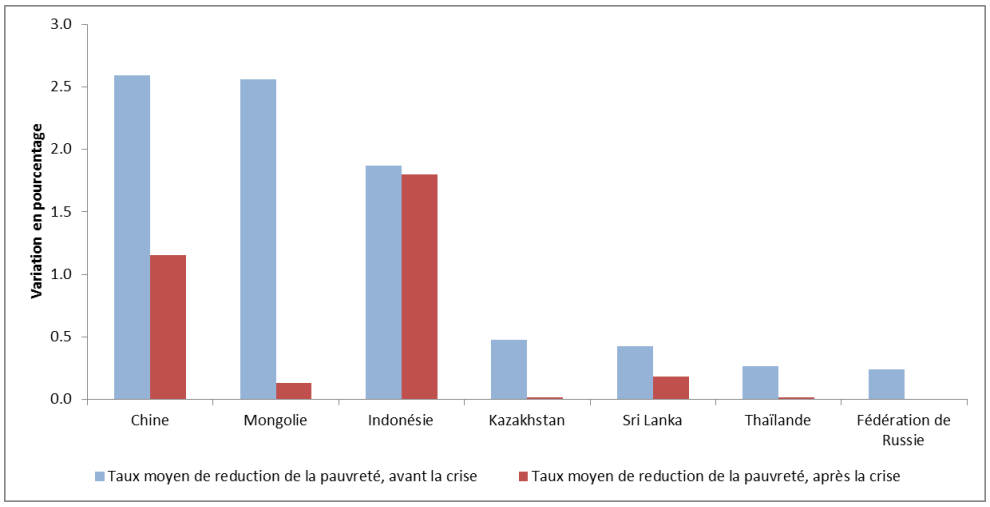
16. Alors que la croissance économique plafonne dans la région Asie-Pacifique, il n'est pas possible d'établir si elle a été suffisamment inclusive. Le nombre d'emplois créés ainsi que leur qualité représentent un des grands sujets de préoccupation. Le taux de croissance en 2015 n'a été que de 1,1 % (soit 21,3 millions d'emplois) pour l'ensemble de la région. Un des grands éléments essentiels constitutifs de la faiblesse des taux d'emploi dans la région est la moindre participation à la vie active, liée en partie au fait qu'un nombre plus important de jeunes sont plus longtemps scolarisés avant d'entrer sur le marché du travail. Malgré cet aspect positif de l'explication, les jeunes qui sont à la recherche d'un emploi sont confrontés à des difficultés considérables, ce qui les contraint, par exemple, à accepter un travail faiblement rémunéré et à sous-utiliser leur potentiel. Si la croissance de l'emploi en Asie et dans le Pacifique a été modeste en 2015, des progrès relatifs ont été constatés en matière de renforcement de la qualité de l'emploi. Les emplois précaires, assurés dans les pays en développement de la région Asie Pacifique en tant que travailleur indépendant ou en tant que travailleur familial collaborant à l'entreprise familiale, sont fréquents et sont en général liés à des arrangements propres au travail informel, dépourvus de protection juridique ou sociale. En outre, les femmes risquent plus souvent que les hommes d'être employées à titre précaire.

17. Le ralentissement économique et les difficultés rencontrées en matière d'emploi sont également des sujets de préoccupation au regard des possibilités de réduction de la pauvreté et de l'augmentation des inégalités dans la région ces dernières années. La croissance inclusive nécessite non seulement que la croissance économique soit robuste, mais aussi qu'elle concerne les secteurs les plus pauvres de la population et réduise les inégalités. D'après les données disponibles, certains grands pays en développement de la région, qui représentent une part importante de la population en Asie et dans le Pacifique, ont connu une décélération tendancielle du taux de réduction de la pauvreté dans la période d'après-crise, par rapport à la période récente d'avant la crise (voir fig. II). De même, les indicateurs relatifs à l'inégalité de revenus, mesurés par le coefficient de Gini ou l'indice de Palma, semblent s'être détériorés au cours des dernières années.

18. Mis à part l'incidence directe de la décélération de la croissance, un des moteurs importants du ralentissement de la réduction de la pauvreté et de l'augmentation des inégalités dans la période de l'après-crise est la nature structurelle du modèle de croissance lui-même, qui favorise essentiellement des hausses effrénées, alimentées par la dette et axées sur la consommation, de la

production économique. L'expansion économique axée sur la consommation n'a en elle-même rien de répréhensible. Mais le problème, c'est lorsqu'un segment important de la population, en particulier les groupes aux revenus les plus faibles, dépend de plus en plus et de manière excessive de la dette et non plus des salaires pour soutenir les augmentations de la consommation. Cela peut être dû au fait que les augmentations de productivité l'emportent par leur rythme sur la croissance des salaires, situation de nombreux pays en développement de la région au cours des dernières années, ce qui s'est traduit par un rééquilibrage entre les parts du travail et du capital dans le revenu national, d'où une répartition inégale des revenus en faveur de ces dernières.

Figure II
**Taux moyen de réduction du pourcentage de pauvres vivant avec 1,90 dollar par jour dans certaines économies de l'Asie et du Pacifique, avant et après la crise**




*Source* : CESAP, d'après les indicateurs du développement dans le monde.

*Notes* : Chine 1999-2008 et 2008-2010; Indonésie 1999-2008 et 2008-2010; Kazakhstan 1996-2008 et 2008-2013; Mongolie 1998-2007 et 2010-2012; Fédération de Russie 2000-2008 et 2008-2012; Sri Lanka 1995-2006 et 2009-2012; Thaïlande 2000-2008 et 2008-2012.

19. Il est donc important de garantir des hausses de salaires cohérentes pour réduire la pauvreté et les inégalités car les pauvres sont plus souvent employés dans les secteurs salariés, alors que les riches dépendent davantage de revenus non salariaux. Une approche de la croissance économique axée sur les salaires et portée par la productivité est donc préférable car elle a plus de chances de résoudre les problèmes de pauvreté et d'inégalité, outre son appui aux hausses durables de la croissance économique. De plus, la lenteur des progrès observés dans la réduction de la pauvreté ainsi qu'en matière d'inégalités croissantes a également souligné le besoin pressant d'une plus grande protection sociale dans la région. Mis à part le besoin de veiller à un développement inclusif et durable, une plus grande protection sociale permettra aussi aux pays de la région de développer le rôle de la demande intérieure en matière de croissance en réduisant l'épargne de précaution en cas d'urgence, en particulier s'agissant des pauvres.

## D. Politique budgétaire

20. La politique budgétaire anticyclique, contrairement à la politique monétaire, peut potentiellement jouer un rôle d'appui plus important pour la croissance. En effet, la nature de la politique budgétaire dans la région en 2015 a été principalement anticyclique et expansionniste. Que la politique budgétaire vise à stabiliser l'économie ou à appuyer le développement national, il importe de prendre en considération la question de la viabilité budgétaire. Dans l'ensemble, la plupart des pays en développement de la région ont des niveaux de dette publique relativement faibles. De plus, étant donné qu'il n'existe pas de seuil mécanique ou universellement admis limitant la dette publique et que les mesures d'austérité budgétaire reposant sur la notion de seuil unifié ont engendré de fortes chutes de la production en Europe, la question s'est posée de savoir s'il était pertinent de s'en tenir à un seuil particulier. En dernière analyse, chaque pays a besoin d'évaluer les coûts et les avantages d'une dette publique plus importante – par exemple, des marges plus réduites pour faire face aux risques éventuels d'une réalisation plus rapide des objectifs de développement.

21. Un élément important à prendre en considération au-delà de la question de la stabilisation est celui de l'impact potentiel de la politique budgétaire sur la répartition des revenus et les possibilités offertes ainsi que sur la croissance économique à long terme. Les dépenses en matière d'éducation, de santé ou d'infrastructure sont particulièrement importantes à cet égard, et les pays s'efforcent d'augmenter le volume de ces dépenses, y compris par le financement de la dette ou la vente de certains actifs de l'État, ainsi que par la réaffectation des dépenses et un meilleur recouvrement des recettes. Toutefois, outre le financement, il importe d'améliorer les capacités en matière de choix, de gestion et de mise en œuvre de projets à tous les niveaux.

## E. Essor de la classe moyenne et urbanisation

22. Malgré le ralentissement des dernières années, la croissance plus rapide des décennies précédentes a engendré une augmentation notable de la part de la classe moyenne dans de nombreux pays de la région. Cela s'est traduit à la fois par certaines opportunités et par de nombreuses difficultés. Du côté positif, la classe moyenne offre une réserve croissante de demande intérieure où les pays peuvent puiser, réduisant ainsi leur dépendance par rapport au secteur extérieur où la concurrence est intense. Une classe moyenne en plein essor, aux revenus disponibles plus élevés, a cependant tendance à exiger des services publics dépassant les besoins de base, tels que l'accès à des services d'éducation, de santé, d'alimentation en eau et de loisirs de meilleure qualité, ainsi qu'à une infrastructure fiable en matière d'énergie et de technologies de l'information et de la communication. Ces exigences exercent une pression sur les gouvernements afin qu'ils assurent ces services et, en cas de décalage par rapport aux attentes, des tensions sociales peuvent s'ensuivre.

23. La gestion des modèles évolutifs de consommation et de production et des problèmes liés à la pollution atmosphérique et aux encombrements résultant de l'utilisation croissante de véhicules représente, par exemple, l'un des autres défis liés à l'essor de la classe moyenne. Il est à noter que dans les sociétés aux inégalités de revenu importantes, le groupe qui gagne un peu plus de 2 dollars par jour se

trouve encore au bas de la répartition des revenus et risque toujours de retomber dans la pauvreté à cause de chocs extérieurs tels qu'une baisse persistante de la croissance économique, des perspectives d'emploi plus faibles et les catastrophes naturelles. Les membres de ce groupe sont considérés comme constituant une « classe de transition » et nécessitent un appui cohérent pour renforcer leur résilience. Les gouvernements auront donc besoin de veiller à ce qu'une protection sociale soit assurée à ce groupe, en particulier afin de consolider sa place au sein de la catégorie de la classe moyenne.

24. Une des caractéristiques particulières de l'essor de la classe moyenne et du processus plus large de croissance économique de la région est le phénomène de l'urbanisation rapide. Ce phénomène a abouti à un déplacement important des pauvres vers les villes et a une augmentation rapide de la part de la classe moyenne dans les villes. Malgré la contribution positive des villes à la croissance, tous les citadins n'ont pas bénéficié de cette transformation. Dans de nombreuses villes, la majorité de la population urbaine continue à dépendre du secteur informel en matière d'emploi, de logement et d'accès à la terre et aux services de base tels que les équipements de transport et d'approvisionnement en eau potable.

25. La gestion de ces défis et de cette dynamique évolutive exige des politiques publiques particulières. Une des approches possibles consiste à réorienter l'urbanisation vers de nouvelles villes plus petites et, parallèlement, à resserrer les liens entre les villes et les campagnes pour aller dans le sens d'une urbanisation plus équilibrée. Une autre solution consiste à intervenir dans le cadre des villes existantes pour réorienter les modèles de consommation, développer les infrastructures nécessaires et améliorer les structures d'aide sociale. Un aspect important de la mise en œuvre de telles politiques dynamiques aura pour objet de s'atteler au problème de l'insuffisance du financement public local. Par ailleurs, de nombreuses villes de la région sont gérées sur la base de cadres juridiques et réglementaires et de systèmes institutionnels obsolètes.

26. L'urbanisation rapide de la région Asie-Pacifique a aussi favorisé considérablement son exposition aux risques naturels en aggravant ceux qui existent déjà et en en créant de nouveaux. Nombre de villes de la région vont au-delà de leurs capacités de fourniture de services de base, ce qui expose leurs habitants, surtout ceux qui vivent dans des bidonvilles, aux risques de catastrophe. Les changements climatiques et la hausse prévue du niveau de la mer posent d'autres problèmes, en particulier aux villes côtières dans lesquelles vit actuellement plus de la moitié de la population urbaine de la région. Beaucoup de zones urbaines de cette dernière sont très vulnérables aux catastrophes dans la mesure où leurs avantages comparatifs et leur compétitivité économique ont engendré une forte concentration des actifs économiques et autres.

# III. Les perspectives des sous-régions et leurs défis de politique générale

27. En Asie de l'Est et du Nord-Est, le ralentissement économique de la Chine et de la République de Corée ainsi que la tendance à une croissance faible et la pression déflationniste persistante ont entravé l'expansion économique de la sous-région en 2015. Les perspectives économiques à court terme de cette sous-région orientée vers les exportations ne sont pas brillantes non plus, dans la mesure où le

commerce mondial ne devrait que se développer lentement dans les prochaines années. La République de Corée est le seul pays de la sous-région où la croissance devrait augmenter de manière constante en 2016 et 2017 dans le contexte d'une demande intérieure redynamisée. De grandes inquiétudes subsistent quant au fait de savoir si, en Chine, la croissance à moyen terme se stabilisera autour de 6,5 % et si l'économie japonaise retombera dans la récession avec la hausse prévue des taxes à la consommation en 2017. Du côté positif, il existe dans la plupart des pays de la sous-région des possibilités adéquates de soutien en matière de politique monétaire et budgétaire.

28. La croissance économique plus lente de la Chine est en partie liée aux décisions prises par les autorités. Cette transition est en effet positive tant que les progrès accomplis en matière de développement social ne sont pas annulés. Une situation plus problématique pourrait voir le jour dans les pays voisins tels que la Mongolie qui, au cours des dernières années, a été tributaire de la Chine sur le plan de la demande concernant les minéraux favorisant son essor économique. Comme les possibilités de politiques macroéconomiques permettant de faire face au ralentissement de la Chine sont limitées, une croissance plus lente de la Mongolie est peut-être inévitable et pourrait freiner la réduction de la pauvreté. Plus généralement, la décélération de la croissance en Chine a récemment engendré un plus grand nombre de sujets de préoccupation et d'incertitudes économiques, comme en témoigne le plongeon du marché boursier mondial au milieu de l'année 2015 et à nouveau au début de 2016. Un défi immédiat à relever consiste à savoir comment gérer la transition en Chine sans entraîner un trop grand nombre de retombées négatives pour l'économie mondiale.

29. Étant donné que la décélération économique de la Chine en est déjà à sa sixième année, les pays de la sous-région s'efforcent d'accroître le rôle de la demande intérieure pour assurer leur croissance économique future. Malgré quelques efforts concrets et certains exemples de réussite, l'ajustement n'a pas été assez rapide. Cela s'explique surtout par le fait que la transition est limitée par des éléments structurels qui n'évoluent que lentement, tels que le recul démographique au Japon, la forte rétention de l'épargne des entreprises et des particuliers en Chine et la négligence relative des activités de non-exportation en République de Corée.

30. Le problème du vieillissement de la population constitue une menace sérieuse pour le développement économique et social de la sous-région. L'importance de la population en âge de travailler dans tous les grands pays de la sous-région devrait se réduire après 2020 dans la mesure où les personnes âgées pourraient représenter jusqu'à un tiers de la population totale d'ici à 2035. L'impact de la rapidité du vieillissement de la population sur la viabilité budgétaire pourrait être considérable car elle augmente les dépenses publiques en matière de régimes de retraite et de services de soins de santé tout en réduisant le recouvrement des recettes à cause d'une main-d'œuvre plus réduite et d'un taux d'épargne plus faible. Même si la sous-région semble témoigner aujourd'hui de ressources budgétaires adéquates, des risques se profilent à l'horizon dans ce domaine.

31. Les pays de l'Asie du Nord et de l'Asie centrale ont été confrontés à une nette détérioration des performances en matière de croissance économique et à une forte instabilité macroéconomique en 2015. Dans la plupart des pays, une chute importante des prix du pétrole, du gaz et des minéraux a réduit considérablement les recettes d'exportations et les recettes budgétaires, a affaibli les termes de l'échange,

et s'est traduite par de profondes dépréciations des devises et une forte inflation pluriannuelle. Les sanctions internationales été mises en place et la stagnation des progrès accomplis dans la lutte contre les faiblesses structurelles du pays ont également conduit à la récession en Fédération de Russie. Comme le marché du travail russe emploie de nombreux travailleurs migrants venus des pays voisins, la récession a pénalisé la croissance économique des pays de la sous-région non producteurs de pétrole et tributaires des transferts de fonds par les émigrés.

32. Même si certains analystes estiment que la tourmente économique en est arrivée à son terme, les perspectives restent très incertaines et dépendront des prix du pétrole et des développements observés sur le front géopolitique. De plus, il est clair que les risques d'une détérioration demeurent. Comme une partie importante des crédits bancaires est libellée en devises étrangères, le poids de la dette et les prêts impayés ont augmenté en raison des dépréciations des taux de change, remettant ainsi en question la stabilité financière. Ce qui est notamment très préoccupant, c'est que les prix du pétrole ne devraient pas se redresser de sitôt, de sorte que les pressions qui ont eu un effet dissuasif sur la croissance économique en 2015 subsisteront, n'accordant qu'une marge de manœuvre relativement faible aux mesures de politique étant donné que la situation budgétaire s'est affaiblie du fait d'une stimulation budgétaire antérieure et de recettes énergétiques inférieures à la moyenne et parce que la politique monétaire se trouve confrontée à un dilemme dans un climat de croissance économique faible, d'inflation élevée et de risque d'une nouvelle dépréciation des devises. La pauvreté s'est récemment accrue en Fédération de Russie et pourrait encore s'amplifier dans le contexte d'une période prolongée de ralentissement économique.

33. La tourmente économique actuelle est venue rappeler que la sous-région a besoin de diversifier son moteur de croissance au-delà des secteurs axés sur les ressources. Même si la connectivité infrastructurelle s'est améliorée au cours des dernières années, les réformes visant à créer de puissants services d'appui aux entreprises pour compléter un secteur de fabrication à haute valeur ajoutée sont nécessaires. La diversification économique exige une libéralisation des marchés d'intrants et de produits. Le défi à relever est de faire avancer la déréglementation, par exemple en facilitant l'entrée sur les marchés, tout en mettant en place des organismes régulateurs solides qui protègent les intérêts des consommateurs et garantissent une concurrence équitable. Des questions continuent par ailleurs de se poser concernant la taille et le rôle souhaitables des entreprises publiques pour la conduite de la future croissance économique dans ces pays où le rôle de l'État a été historiquement dominant.

34. Dans le Pacifique, la croissance économique générale en 2015 a été surtout portée par une production plus importante de gaz naturel liquéfié en Papouasie-Nouvelle-Guinée, qui représente 60 % de la production des pays insulaires en développement du Pacifique. Une telle situation dissimule des croissances économiques beaucoup plus lentes, voire des contractions dans d'autres pays. L'expansion économique a été traditionnellement volatile car l'activité économique a souvent été stimulée par les mouvements des prix mondiaux des matières premières, les revenus du tourisme qui dépendent fortement de la situation économique des pays sources et d'événements isolés tels que les catastrophes naturelles et les activités de reconstruction qui en résultent. Les perspectives de croissance à court terme devraient aller dans le sens d'un fléchissement car les

afflux de capitaux vers le secteur des minéraux en Papouasie-Nouvelle-Guinée ont atteint leur niveau maximal, alors que la sécheresse apportée par El Niño limitera l'agriculture de subsistance.

35. Étant donné leur faible population, la part réduite de leur territoire et leur situation géographique éloignée, les pays insulaires en développement du Pacifique sont particulièrement exposés aux risques naturels et aux phénomènes météorologiques extrêmes tels que les cyclones, les tsunamis, les sécheresses et les inondations. Le risque de la survenue d'une catastrophe naturelle dans l'un des pays insulaires en développement du Pacifique est chaque année d'environ 1 sur 5, une probabilité beaucoup plus grande que dans n'importe quel autre petit État du monde. En raison de leur ampleur, les catastrophes naturelles menacent gravement les conditions de vie de la population du Pacifique. Par exemple, les dommages et les pertes enregistrés à la suite du cyclone Pam, qui a frappé Vanuatu en mars 2015, représentent selon les estimations environ 60 % du produit intérieur brut du pays. L'incidence de tels événements sur les pauvres est encore plus grande, étant donné que ces derniers habitent dans des zones plus exposées aux catastrophes et qu'ils disposent d'abris moins protégés.

36. Comme l'exposition aux catastrophes naturelles est en grande partie déterminée par les conditions géographiques, les politiques publiques ont mis l'accent sur le renforcement des capacités des pays en matière de gestion des catastrophes naturelles. À cet égard, beaucoup de pays se sont caractérisés par des systèmes de protection fiscale plus importants, alors qu'un régime d'assurance lié aux catastrophes naturelles a été mis en place au niveau sous-régional. D'autres initiatives sont également en cours, telles que la construction d'infrastructures de transport résilientes aux catastrophes naturelles, et un processus de budgétisation nationale qui prend en compte la nature transversale des catastrophes naturelles. Néanmoins, l'importance même des phénomènes climatiques extrêmes appelle l'établissement de partenariats plus étroits et peut-être plus novateurs entre les îles du Pacifique et la communauté internationale de développement.

37. En Asie du Sud et du Sud-Ouest, l'économie de l'Inde connaît actuellement une dynamique de croissance de plus en plus importante, soutenue par les progrès stables bien qu'inégaux accomplis dans le domaine des réformes visant à attirer les investissements étrangers et à relancer les projets d'infrastructure jusque-là au ralenti. Toutefois, les retombées positives de croissance la plus forte de l'Inde sur les autres grands pays de la sous-région sont modestes étant donné le nombre limité des relations commerciales et financières. En matière de perspectives à court terme, les plus optimistes considèrent que les réformes structurelles se poursuivront à un rythme répondant aux attentes publiques, tout en contribuant à améliorer le moral des marchés. Comme les réductions récentes des taux d'intérêt ne se sont pas traduites par des investissements fixes plus élevés, il semble que des réformes plus nombreuses sont nécessaires pour améliorer le climat des affaires. Le rôle des réformes politiques à l'appui d'une future croissance économique est particulièrement important pour cette sous-région car les possibilités de politiques anticycliques sont quelque peu limitées. Toutefois, les responsables politiques devront continuer de prendre en compte les répercussions négatives potentielles de ces réformes sur les pauvres en général et les travailleurs peu qualifiés en particulier.

38. Jusqu'à une époque récente, la sous-région avait connu trois déséquilibres macroéconomiques persistants et interdépendants, à savoir des déficits budgétaires importants, une forte inflation et de profonds déficits des comptes courants. Les prix du pétrole plus faibles se sont traduits par une baisse de l'inflation et ont permis une rationalisation de la subvention du carburant, qui a eu un effet positif sur la situation budgétaire. Néanmoins, les réformes visant à alléger les contraintes qui pèsent sur l'offre, telles que les fortes pénuries énergétiques et les importants déficits infrastructurels, sont essentielles pour réduire les coûts de production et promouvoir la compétitivité des exportations. À moyen terme, ces réformes aideront à atténuer l'inflation par les coûts et à réduire les déficits des comptes courants, favorisant ainsi une plus grande stabilité macroéconomique dans la sous-région.

39. Malgré une reprise récente, la croissance économique de la sous-région reste inférieure à son potentiel élevé qui est soutenu par une population jeune et une main-d'œuvre excédentaire dans le secteur agricole. Une des solutions qui permettraient de réduire l'insuffisance de la production consiste à accroître la participation des femmes à la vie active, laquelle est particulièrement faible par rapport à d'autres régions du monde. Des efforts politiques ont été faits pour surmonter les obstacles essentiels au travail des femmes, par exemple en rendant l'éducation de haute qualité plus accessible et plus disponible et en fournissant des transports publics sûrs pour travailler dans les zones rurales. D'autres politiques sont conçues pour lutter contre la démotivation des femmes en matière d'emploi, par exemple en offrant des prestations parentales et pour enfants adéquates et en mettant en place des cadres fiscaux qui réduisent l'assujettissement à l'impôt des mères qui travaillent. Toutefois, la question essentielle qui se pose est de savoir si ces politiques sont assez audacieuses pour transformer les racines culturelles et les normes sociales profondément ancrées qui dissuadent les femmes ou même leur interdisent de jouer un rôle en dehors de leur foyer.

40. En Asie du Sud-Est, la croissance économique a atteint son plus faible niveau depuis cinq ans en 2015. Les exportations de marchandises ont baissé dans le contexte du ralentissement observé en Chine, mais les dépenses des ménages dans les pays les plus importants ont été également limitées par des facteurs nationaux tels qu'une création d'emplois plus lente en Indonésie et des niveaux de dette des ménages élevés en Malaisie et en Thaïlande. Les perspectives de croissance à court terme bénéficieront des politiques monétaires accommodantes et des mesures de relance budgétaire récemment mises en place dans les pays les plus importants. Les pays disposant de revenus moins élevés continueront à connaître une expansion économique relativement robuste, comblant ainsi les écarts de développement entre les économies frontières et les économies émergentes dans la sous-région.

41. La Communauté économique de l'ASEAN est entrée en vigueur en 2015, dans le but de promouvoir un marché et une base de production uniques dans la sous-région. Des droits d'entrée moins élevés et des obstacles non tarifaires moins restrictifs devraient permettre à des pays comme le Cambodge, le Myanmar et la République démocratique populaire lao de diversifier leurs moteurs de croissance, même si les réformes visant à améliorer le climat des affaires sont également nécessaires pour attirer plus d'investissements directs étrangers. Si l'investissement étranger contribue à créer plus d'emplois, il ne sera pas nécessairement bénéfique autant qu'escompté aux recettes publiques en raison des diverses exemptions et réductions fiscales qui sont mises en place. Ces privilèges fiscaux compliquent aussi l'administration fiscale et engendrent un moindre respect des obligations en la

matière. Une telle concurrence entre les pays de la sous-région et au-delà quant à l'attraction d'un plus grand volume d'investissements étrangers au moyen d'avantages fiscaux généreux n'est pas toujours favorable à l'intérêt général et devrait être gérée par une plus forte coopération régionale dans le domaine fiscal.

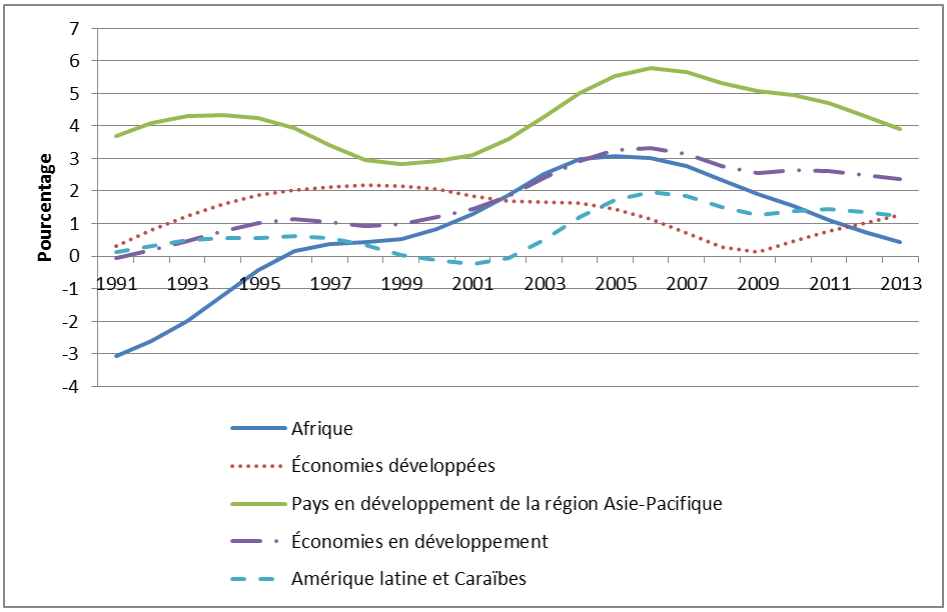
42. Plus généralement, des réformes fiscales sont nécessaires dans le contexte de l'évolution du paysage économique. Par exemple, une plus grande intégration économique régionale signifie que les recettes issues des taxes sur les échanges ont tendance à décroître, alors que les capitaux deviennent plus mobiles et plus difficiles à taxer. De plus, comme les pays progressent sur l'échelle des revenus, on observera une plus grande demande de services sociaux publics et d'infrastructures urbaines de meilleure qualité dans le contexte d'une classe moyenne plus nombreuse et de la rapidité de l'urbanisation. Pour assurer la réussite d'une réforme fiscale, il est essentiel de disposer d'une coordination plus efficace entre les instances intéressées, telles que les services du ministère des finances, l'organisme de promotion des investissements étrangers et l'administration locale. Une plus grande utilisation des technologies de l'information dans le domaine de l'administration fiscale est également décisive, notamment en raison de sa capacité à favoriser un meilleur respect des obligations fiscales par un audit axé sur les risques et le partage de l'information avec des tiers.

# IV. L'importance d'améliorer la productivité

## A. Analyse des tendances en matière de productivité

43. La croissance économique relativement forte constatée dans la région Asie-Pacifique au cours des quelques dernières décennies s'explique principalement par la conjugaison de plusieurs facteurs, à savoir l'accroissement de la population active et des augmentations de capital par l'investissement, venant notamment de l'étranger. Parallèlement, de fortes hausses de la productivité, en particulier de celle du travail, ont aussi été enregistrées dans toute la région. De fait, la croissance de la productivité du travail dans les économies en développement de l'Asie et du Pacifique a été l'une des plus fortes des régions en développement du monde depuis les années 1990 et dépasse nettement celle des économies développées. Pourtant, depuis la crise de 2008, elle a amorcé un repli (voir fig. III). L'écart du taux de productivité du travail entre économies en développement et économies développées a néanmoins diminué de moitié environ : en 2013, la productivité du travail des économies développées était environ 12 fois plus élevée que celle des économies en développement, contre 24 fois en 1990.

Figure III
**Tendance en matière de productivité du travail par région**




*Source* : Calculs de la CESAP, d'après les données tirées de la base de données statistiques en ligne de la CESAP et de la base de données sur les indicateurs de développement dans le monde.

44. Si les taux de croissance de la productivité totale dans la région Asie et Pacifique ont également été bien supérieurs à ceux enregistrés dans d'autres régions du monde, ils ont eux aussi considérablement reculé depuis la crise de 2008 (voir le tableau). Ce ralentissement tient en partie à la rétention des effectifs, qui a une incidence sur l'efficience des entreprises. Par exemple, de 2007 à 2013, le taux de chômage de plusieurs économies de la région est resté généralement stable, alors qu'il a fortement augmenté dans les économies développées; le maintien d'un taux d'emploi élevé alors que la demande diminue tend à se traduire par une moindre croissance de la productivité.

Tableau
**Croissance annuelle moyenne de la productivité totale des facteurs par région**

| *Région* | *1990* | *2000* | *2000-2007* | *2008-2014* | *1990-2014* |
|---|---|---|---|---|---|
| Économies en développement de l'Asie et du Pacifique | 1,41 | 1,93 | 2,79 | 0,96 | 1,74 |
| Afrique | -0,28 | 0,85 | 0,28 | 1,49 | 0,42 |
| Amérique latine | 0,02 | 0,07 | 0,38 | -0,29 | 0,05 |
| Économies développées | 0,37 | 0,32 | 0,68 | -0,09 | 0,34 |
| Économies en développement | 1,16 | 1,64 | 2,32 | 0,86 | 1,46 |

*Source :* Calculs de la CESAP, à partir de données tirées de la Penn World Table 8.1, reprises de l'ouvrage de Robert C, Feenstra, Robert Inklaar et Marcel P, Timmer intitulé « The next generation of the Penn World Table »*, American Economic Review* , vol. 105, n° 10 (octobre 2015), disponible à l'adresse www.rug.nl/research/ggdc/data/pwt/v81/the_next_generation_of_the_penn_world_table.pdf.

45. Ces reculs sont inquiétants, car tant la croissance économique que la croissance de la productivité sont des composantes essentielles du développement. Si les tendances ne sont pas inversées, il sera plus difficile pour la région de faire le nécessaire pour enfin réaliser son programme de développement, notamment : a) sortir de la pauvreté 639 millions de personnes, soit l'équivalent des deux tiers de ceux vivant dans la pauvreté extrême; et b) s'attaquer aux problèmes qui subsistent dans les domaines de la santé, de l'éducation, de l'égalité des sexes, de l'emploi décent et de l'accès à l'eau potable et à l'assainissement.

46. Pour soutenir la croissance économique dans un contexte de précarité de l'économie mondiale et pour faire en sorte qu'elle soit plus inclusive et durable, il conviendrait de s'attacher en priorité, en Asie et dans le Pacifique, à la stimulation de la demande intérieure et régionale. Il faudra pour cela relever la productivité, avec des augmentations correspondantes des salaires réels. Renforcer la productivité permettra en outre d'atteindre un certain nombre des objectifs de développement durable. Dans le même temps, investir dans la réalisation de ces objectifs favorisera la croissance de la productivité, créant ainsi un cercle vertueux entre développement durable, productivité et croissance économique.

47. La productivité peut être évaluée en termes de niveau ou de croissance. Elle peut aussi être analysée à différents échelons : par exemple, au sein des entreprises ou par secteur, ou dans l'ensemble du pays. Un pays dont le niveau de productivité est supérieur à celui d'un autre peut produire plus avec une moindre quantité d'intrants et est donc, par comparaison, plus compétitif. À l'inverse, les pays qui ont la plus forte croissance de la productivité enregistrent une plus grande augmentation de la production par rapport à ceux où la croissance de la productivité est plus faible. Cela étant, au niveau sectoriel, la productivité industrielle/manufacturière tend à augmenter plus rapidement que la productivité agricole en raison de divers facteurs, notamment les évolutions technologiques, les économies d'agglomération et les économies d'échelle.

48. Il convient de noter que lorsque la part du secteur manufacturier dans le PIB s'accroît, la croissance de la productivité globale augmente également, la main-

d'œuvre passant d'un secteur à productivité relativement faible (l'agriculture) à un secteur ayant une productivité plus élevée (l'industrie manufacturière). Ainsi, l'accroissement (ou le recul) de la productivité globale du travail ne signifie pas nécessairement que la main-d'œuvre contribue davantage (ou moins) à un secteur donné. Par conséquent, une augmentation rapide de la productivité globale du travail ne doit pas nécessairement être considérée comme un indicateur de développement positif. De fait, il faut garder à l'esprit les limites associées à une telle croissance. Par exemple, certaines technologies importées des pays développés n'offrent que peu de possibilités d'absorption de la main-d'œuvre du fait qu'elles sont adaptées uniquement au marché du travail des pays à revenu élevé qui connaissent une pénurie de main-d'œuvre. Si ces technologies étaient utilisées, la faible demande de main-d'œuvre se traduirait par une atonie de la croissance de l'emploi. Ainsi, les besoins de main-d'œuvre qualifiée de la technologie moderne et/ou l'accumulation rapide de capital peuvent réduire le taux d'absorption des travailleurs non qualifiés. Il pourrait en découler des pans d'activités à faible productivité, en particulier dans le secteur informel, l'absorption résiduelle de la main-d'œuvre étant compromise.

49. Par exemple, le recul de la part de l'agriculture dans le PIB des économies en développement de l'Asie et du Pacifique a été bien plus rapide que celui de la part du secteur agricole dans l'emploi total. Plus précisément, la part de la valeur ajoutée de l'agriculture a diminué de moitié entre 1990 et 2013, passant de 19,1 % en 1990 à 9,9 % en 2013, tandis que la part de l'agriculture dans l'emploi total a perdu environ 20 points de pourcentage, tombant à 36 % de la population active. Les écarts importants entre ces deux valeurs montrent globalement que la croissance de l'économie est relativement plus rapide, sans qu'il soit pour autant possible d'absorber la main-d'œuvre en expansion. De fait, on pourrait dire qu'un grand nombre de pays de l'Asie et du Pacifique n'a pas réussi à intégrer la main-d'œuvre excédentaire dans les autres secteurs de l'économie.

## B. Désindustrialisation des économies en développement

50. De nombreux pays de la région sont en voie de passer d'une économie reposant sur l'agriculture à une économie dans laquelle les services occupent la première place, brûlant l'étape de la production industrielle dans leur économie de transition. Ainsi, entre 1990 et 2013, la contribution des services à la valeur ajoutée a augmenté d'un quart, représentant plus de 53 % de la valeur ajoutée totale, tandis que sa contribution à l'emploi a augmenté de 60 %, pour passer à 37,6 %. De plus, dans la plupart des économies de l'Asie et du Pacifique, la contribution du secteur des services à la croissance de la productivité du travail a été la plus importante. En Azerbaïdjan et en Chine uniquement, la contribution de l'industrie a dépassé celle des services.

51. Ce passage au tertiaire est prématuré à ce stade de développement de bon nombre de pays de la région et il ne sera pas nécessairement propice au développement. En effet, la valeur marchande des services n'est pas aussi évidente que celle des articles manufacturés; de plus, les services n'offrent pas le même dynamisme technologique, ce qui ne leur permet guère de remplacer une industrialisation tournée vers l'exportation. Il est par conséquent impératif de réindustrialiser et de stimuler la croissance de la productivité.

52. Alors que les pays qui se sont développés avec succès, tels que la République de Corée, y sont généralement parvenus sur la base d'une industrialisation rapide, la désindustrialisation qui se constate d'ores et déjà dans de nombreuses économies en développement de la région est préoccupante. De fait, dans les économies développées où les services ont contribué à la moitié de la valeur ajoutée de la production, le niveau des revenus par habitant était en moyenne cinq fois plus élevé, en valeur réelle, que ce que l'on constate aujourd'hui dans les économies en développement de la région. En outre, le passage à une économie fondée sur les services pourrait encore faire baisser la croissance de la productivité à l'avenir, étant donné que la productivité du secteur tertiaire est en général plus faible que celle du secteur industriel.

53. Il est donc primordial d'accroître la productivité de l'agriculture et d'industrialiser le secteur agricole. Alors que près de quatre actifs sur dix travaillent encore dans l'agriculture et que 55 % de la population des pays en développement de la région vivent en zone rurale, le rôle de l'agriculture dans le renforcement de la demande intérieure est vital. En outre, le secteur agricole tient une place essentielle, puisque de nombreuses activités, manufacturières notamment, reposent sur lui. Par exemple, dans plusieurs pays, parmi lesquels le Pakistan, l'Indonésie, les Philippines et le Viet Nam, les produits alimentaires, les boissons et le tabac représentent de 20 % à 30 % de la valeur ajoutée du secteur manufacturier. Au Népal, cette contribution s'élève à plus du tiers de la valeur ajoutée du secteur manufacturier, tandis qu'aux Fidji, elle est de près de la moitié. Un accroissement de la productivité du travail dans l'agriculture permettrait donc de relever les revenus dans le secteur rural, ce qui contribuerait au raffermissement de la demande intérieure et à la réindustrialisation des économies.

## C. Le lien entre la productivité et les objectifs de développement durable

54. Les objectifs de développement durable peuvent servir de point de départ pour l'accroissement de la productivité. S'attacher en priorité à la productivité offre en outre un cadre général permettant aux pays de réaliser plusieurs des objectifs de développement durable, ce qui crée un cercle vertueux entre objectifs et productivité. Il faut cependant reconnaître que, aux premiers stades du développement, la croissance de la productivité peut ne pas être compatible avec l'emploi décent et la hausse des salaires.

55. L'accroissement de la productivité agricole doit être au centre des efforts visant à éliminer la pauvreté (objectif 1) et à éliminer la faim et à assurer la sécurité alimentaire (objectif 2). Le relèvement de la productivité, en particulier dans le secteur agricole, contribue directement à la réduction de la pauvreté, en ayant des effets positifs sur les revenus que les ménages ruraux tirent des activités agricoles et autres. Les estimations montrent qu'un accroissement relativement modeste de la productivité agricole entre 2016 et 2030 pourrait permettre à 110 millions de personnes de plus de sortir de la pauvreté dans les pays en développement de la région. La productivité agricole réduit aussi l'insécurité alimentaire des ménages pauvres, car les revenus du ménage tendent à augmenter en fonction de la production des travailleurs du secteur agricole. Un accroissement de la productivité agricole contribuerait aussi à la baisse des prix des produits alimentaires, d'où une

plus grande sécurité alimentaire et une augmentation de la consommation réelle, ce qui serait particulièrement bénéfique pour les ménages pauvres.

56. Les efforts visant à éliminer la pauvreté, en particulier dans le secteur rural, et à atteindre l'objectif 1, ainsi qu'à relever la productivité de l'agriculture et par là les revenus dans le secteur agricole, seraient propices au développement du secteur rural et à l'industrialisation (objectif 9). Étant donné que l'accroissement de la productivité de l'agriculture permettra de dégager de la main-d'œuvre, qui pourra être employée dans d'autres secteurs, il sera essentiel de réfléchir à une stratégie de développement globale. S'attacher en priorité à faire face à l'arrivée de main-d'œuvre venant du secteur agricole offrira la possibilité de parvenir au plein emploi productif et à l'emploi décent pour tous, pour promouvoir une croissance économique durable et partagée (objectif 8). En particulier, en encourageant un changement structurel suivant le modèle agriculture-industrie-services, il serait possible d'industrialiser le secteur rural en créant de petites entreprises. Les entreprises des secteurs secondaire et tertiaire pourraient également tirer profit du surcroît de demande dû à la diminution du nombre de pauvres et à la hausse des revenus en milieu rural.

57. Pour absorber la main-d'œuvre venant du secteur agricole, il faudra aussi dispenser des formations, en particulier aux travailleurs peu qualifiés, compte tenu des exigences de la technologie moderne, la capacité d'absorption de ces nouveaux actifs sans qualification risquant sinon d'être limitée. Par conséquent, il faut mettre en place des dispositifs pour s'assurer que les populations ont accès à une éducation de qualité tout au long de la vie (objectif 4), surtout si l'on veut parvenir au plein emploi productif. En outre, des réformes de l'enseignement sont nécessaires pour que les qualifications des actifs soient mises en adéquation avec le cadre d'industrialisation et le demeurent. À cet effet, il faut s'attacher en priorité à assurer une éducation de qualité tout au long de la vie, au service de l'innovation et de la productivité.

58. Lutter contre les changements climatiques et leurs répercussions (objectif 13) peut aussi avoir un effet bénéfique sur la croissance de la productivité, en particulier celle du secteur agricole. Il convient de souligner que soutenir la productivité est en général considéré comme un problème avant tout économique. Traditionnellement, on ne s'intéresse guère à l'efficience du régime économique s'agissant de l'intensité de l'utilisation des ressources, en particulier énergétiques, et de la dégradation de l'environnement correspondante. La stratégie qui prévaut actuellement en matière de développement tend à favoriser une approche de type « la croissance aujourd'hui, le nettoyage plus tard », sans évaluation des coûts socioéconomiques et environnementaux importants qui y sont associés, le plus souvent aux dépens des groupes le plus vulnérables de la société. Les changements climatiques induits par cette approche ont une incidence négative sur la croissance de la productivité, ce qui montre la nécessité d'adopter une autre stratégie en matière de développement.

## D. Politiques visant à accroître la productivité

59. Compte tenu du recul de la croissance de la productivité et de ses liens avec les objectifs de développement durable, les pays de la région auraient intérêt à se concentrer sur des politiques propices à cette croissance et au partage des gains de productivité. La réalisation des objectifs en serait facilitée, et les perspectives de

croissance économique s'amélioreraient. En outre, en accélérant une croissance de la production soutenue par des augmentations des salaires réels, les pays pourraient susciter une réorientation vers un modèle de croissance dans lequel les facteurs intérieurs et régionaux joueraient un rôle plus important dans la stimulation de la demande. Ainsi, en privilégiant des politiques visant à augmenter la productivité, les économies peuvent accroître la situation globale de l'offre et de la demande, tout en améliorant le bien-être de leurs sociétés.

60. Favoriser la productivité agricole et l'industrialisation en milieu rural sera primordial pour renforcer la demande intérieure et doit être au cœur des efforts déployés par les gouvernements. En sus de stimuler la croissance économique, cela contribuera à l'équité et à la stabilité politique. Pour développer le rôle du secteur rural et accroître la productivité agricole, on peut par exemple se tourner vers des cultures à haute valeur, privilégier la qualité et les normes, mettre en place des infrastructures rurales telles que routes, réseaux d'irrigation et technologie de l'information et de la communication, et intensifier l'investissement dans la recherche-développement.

61. La redistribution de la main-d'œuvre et du capital entre secteurs n'a apparemment pas contribué de manière notable à la croissance de la productivité du travail, mais le problème des vastes excédents de main-d'œuvre dans le secteur agricole ne saurait être résolu dans les limites de la seule agriculture. Il faut donc adopter des politiques et stratégies qui aident à absorber l'excédent de main-d'œuvre venant du secteur agricole et permettent d'accélérer la croissance de la productivité. Il s'agit notamment de développer le secteur non agricole en favorisant l'industrialisation en milieu rural par la création de petites industries. On pourra ainsi renforcer les liens entre le secteur agricole et les autres et susciter l'établissement de liaisons verticales et de liens entre production et consommation dans le domaine agricole et entre l'agriculture et les secteurs non agricoles.

62. Il est vital que les pouvoirs publics adoptent des politiques qui facilitent ces réorientations, en dispensant une formation à la population active pour la rendre plus apte à l'emploi (par exemple former les paysans à l'utilisation de machines agricoles et former les ouvriers d'usine afin d'améliorer les services techniques en milieu rural) et en offrant des incitations financières en fonction de la productivité pour encourager ces réorientations (par exemple, en associant plus étroitement les gains de productivité aux salaires).

63. Il est essentiel de renforcer la recherche-développement pour accroître les qualifications de la main-d'œuvre. Bien que les dépenses consacrées à la recherche-développement dans les pays en développement de la région aient doublé depuis la fin des années 1990, passant à 1,4 % du PIB, elles sont nettement inférieures à celles des régions développées. Une autre possibilité est d'élargir l'enseignement de premier cycle et la formation technique et de donner plus de moyens aux écoles professionnelles. De fait, le contraste entre d'une part, le classement relativement bas de certaines des économies de la région dans le Programme international pour le suivi des acquis des élèves[1] de l'Organisation de développement et de coopération économiques et d'autre part, le bon classement dans le Programme de certaines

[1] Le Programme international pour le suivi des acquis des élèves vise à évaluer la qualité, l'équité et l'efficacité des systèmes scolaires afin de déterminer dans quelle mesure ils peuvent fournir aux jeunes les connaissances et compétences nécessaires pour participer pleinement aux sociétés modernes.

économies en développement présentant la plus forte productivité du travail de la région (Singapour, Hong Kong (Chine) et République de Corée) souligne l'importance de l'éducation, qui donne les compétences nécessaires pour utiliser les technologies actuelles mais aussi pour assimiler, adapter et mettre au point de nouvelles technologies.

64. S'agissant de l'accroissement de la productivité du secteur industriel, il faut trouver un équilibre entre la fourniture d'incitations fiscales et la nécessité de mobiliser davantage de recettes fiscales au profit du développement. Néanmoins, encourager les entreprises à innover et à mener des activités de recherche-développement en leur offrant des incitations fiscales et des avantages financiers pour les rendre plus compétitives (en particulier dans le secteur manufacturier) pourrait favoriser une production plus efficiente, avancée sur le plan technique et compétitive. Les programmes visant à mettre à niveau les qualifications des actifs, les programmes portant sur l'infrastructure qui visent non seulement les structures matérielles mais aussi financières et sociales et les activités visant à permettre aux entreprises d'accéder plus largement aux technologies de l'information et de la communication comptent parmi les initiatives qui pourraient accroître la productivité de l'industrie tout en ayant des retombées en matière d'investissement étranger direct.

65. Enfin, les augmentations de la productivité du travail devront être répercutées sur les actifs. Pour faire en sorte que les économies de la région passent à un modèle de développement faisant une plus large place à la demande intérieure et régionale, le recul de la part du revenu du travail dans la production totale doit être inversé. Il faudra à cet effet relier plus étroitement les gains en matière de productivité du travail à des gains correspondants en matière de salaires. À cet effet, les gouvernements peuvent mettre en place un environnement plus propice aux négociations collectives dans la région. Établir des planchers peut aussi être un outil important pour garantir la hausse des salaires. Des mesures de protection sociale (notamment une assurance chômage et un régime de pensions) pourraient aussi stimuler encore la demande intérieure et permettre une redistribution sans heurt de la main-d'œuvre entre secteurs.